

# Cuba/Union européenne : un nouveau cycle

Gabriela Avila et Dayron Rodriguez

• CUBA et l'Union européenne ont ouvert un nouveau chapitre dans leurs relations bilatérales avec l'entrée en vigueur provisoire de l'Accord de dialogue politique et de coopération.

A cet égard, un communiqué de presse émis par le ministère cubain des Relations extérieures a indiqué que « les liens entre Bruxelles et La Havane atteignent une meilleure correspondance avec le niveau des liens que Cuba entretient avec les États qui composent ce bloc communautaire, lesquels ont enregistré des progrès significatifs ces dernières années ».

Par ailleurs, selon le communiqué de l'UE, cet accord signifie que le bloc communautaire est plus proche de Cuba, un pays qui est en cours de mise à jour de son modèle économique, politique et social.

Les négociations sur l'Accord ont débuté en avril 2014 pour s'achever en mars 2016. Finalement, le 12 décembre 2016, l'Accord a été paraphé à Bruxelles par la haute représentante de l'Union européenne pour la politique étrangère, Federica Mogherini, et le ministre cubain des Relations extérieures, Bruno Rodriguez.

La signature de l'accord a également mis fin à la Position commune. Une politique en vigueur depuis 1996 qui avait pratiquement « gelé » les relations entre l'UE et Cuba.

Concernant la mise en œuvre de l'Accord et son importance pour les deux parties, le journal *Granma* s'est entretenu avec l'ambassadeur de la délégation de l'Union européenne à Cuba, Alberto Navarro.

Le fonctionnaire a d'abord rappelé que les relations entre Cuba et la communauté européenne ont été établies en 1988. Cependant, pendant 20 ans (1996-2016) elles ont été limitées par la dénommée Position commune européenne.

En 2008, a-t-il poursuivi, le dialogue a été relancé au niveau politique, complété par une coopération bilatérale avec l'île. Les liens bilatéraux ont finalement pris un nouvel essor après la signature de l'Accord, le 12 décembre dernier.

Avec l'entrée en vigueur provisoire de cet Accord, un cadre juridique se met en place pour officialiser le dialogue politique et renforcer la coopération dans divers domaines.

En résumé, il s'agit d'une journée importante qui amorce une étape bénéfique pour les Cubains et les Européens. En effet, à travers cet Accord, nous serons en mesure de parvenir à une relation plus sérieuse et plus mature, a déclaré le fonctionnaire espagnol.

Selon Navarro, à l'heure actuelle, le document est mis en œuvre de manière provisoire ; il le sera de manière permanente lorsqu'il aura été ratifié par les Parlements des 28 États membres de l'Union européenne.

À ce jour, l'Allemagne, la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Slovaquie et la République tchèque l'ont fait, et les 22 pays restants devraient le faire dans les mois à venir. En général, ce processus prend environ deux ans, a-t-il signalé.



GABRIELA AVILA

L'ambassadeur a évoqué l'entrée en vigueur de l'Accord entre Cuba et l'UE.

## QUELQUES PRÉCISIONS SUR L'ACCORD

Avec l'entrée en vigueur de l'Accord, de nouveaux processus vont se mettre en place, et d'autres suivront ensuite. Selon l'ambassadeur, dans le cadre du dialogue politique, se tiendra, au moins tous les deux ans, le Conseil UE-Cuba, sous la présidence du ministre cubain des Relations extérieures et de la Haute représentante européenne, auquel participeront les 28 États membres de l'UE en qualité d'observateurs.

Cette réunion aura pour objectif l'examen de la situation à Cuba et au sein de l'Union européenne, du contexte régional de chacun d'entre eux, ainsi que des défis communs : le multilatéralisme, le Droit international, le changement climatique, la prévention des conflits, entre autres.

Quant au thème de la coopération, il sera donné suite au processus qui a repris en 2008.

À ce propos, entre 2008 et 2017, l'Union européenne a financé des projets dans l'île pour une valeur de l'ordre de 120 millions d'euros dans des secteurs tels que la sécurité alimentaire, les énergies renouvelables, les échanges de spécialistes, la formation des personnels aux interventions en cas de situations de catastrophes. Des actions visant à contribuer au développement de Cuba et de ses habitants.

Quant aux échanges commerciaux, l'Union euro-

péenne est l'un des principaux partenaires de Cuba. À cet égard, l'ambassadeur a signalé que cet Accord n'est pas un accord de libre-échange, même s'il comporte une composante commerciale importante.

À propos des projets immédiats, Navarro a mentionné la Convention sur les énergies renouvelables, ainsi qu'un projet concernant l'agriculture durable et la sécurité alimentaire.

Il a également été annoncé la prochaine inauguration du Centre de référence pour les adolescents de la Vieille Havane, fruit de la coopération entre l'UE et Cuba, en partenariat avec l'UNICEF et le Bureau de l'historien de La Havane.

Également dans le domaine culturel, les salles permanentes du Centre pour l'interprétation des relations culturelles entre Cuba et l'Europe ont été ouvertes récemment au Palais du Segundo Cabo.

## UNE RELATION PLUS SÉRIEUSE ET PLUS MATURE

Au cours de l'échange, l'ambassadeur de la délégation de l'UE a souligné les résultats enregistrés par Cuba en matière de santé et d'éducation, soulignant qu'il importait de maintenir les acquis en intégrant les nouvelles technologies dans ces secteurs.

Il a également souligné la présence de l'île au plan international. « Cuba a beau être un tout petit territoire, tout le monde sait le situer sur une carte », a-t-il dit.

Par ailleurs, Navarro a signalé que l'UE est restée aux côtés des Cubains lors de la reconstruction du pays après les différentes catastrophes naturelles, et elle a apporté son aide.

L'ambassadeur a également mentionné le vote qui a lieu chaque année aux Nations unies pour condamner le blocus économique, financier et commercial imposé par les États-Unis à Cuba, et qui a coïncidé avec le début de la mise en œuvre de l'Accord entre notre pays et l'UE.

Les 28 États membres de la Communauté européenne ont condamné à plusieurs reprises cette politique contre l'île, parce qu'elle constitue une violation des droits humains fondamentaux du peuple cubain, a déclaré Navarro.

Et d'ajouter que le blocus est une politique illégale et immorale, contraire au Droit international. « On obtient plus à travers le dialogue qu'avec l'isolement [...] L'Union européenne préfère tendre des ponts que construire des murs », a-t-il déclaré.

## GRANDIR DANS LES MOMENTS DE CRISES

L'Union européenne est une organisation unique au monde. Elle constitue une communauté de droit fondée sur la primauté du Droit communautaire et l'applicabilité directe, a déclaré M. Navarro.

Soixante ans seulement après sa fondation, elle compte parmi ses réussites un marché commun, fondé sur "quatre libertés" : la libre circulation des biens, des travailleurs, des services et des capitaux ; elle possède sa propre monnaie (euro) et dispose d'un accord qui supprime ses frontières.

Dans le contexte actuel, de nombreux défis l'attendent, a dit l'ambassadeur. L'un d'entre eux est la négociation de la sortie du Royaume-Uni (Brexit) de l'UE, « une situation dans laquelle les deux parties sortiront perdantes, mais nous tenterons d'y mettre fin de la meilleure manière possible ».

Un autre de ces défis est celui des réformes proposées par le président français Emmanuel Macron, notamment un budget commun pour l'Eurozone, et l'établissement d'une politique de défense dans la région, décrite par certains analystes comme la refondation de l'Union européenne.

Il existe également d'autres défis, plus mondiaux, qui visent à instaurer la paix et la stabilité. Cependant, « les temps de crise nous ont fait grandir », a-t-il conclu.

# Cuba soutient la cause de la Palestine à l'ONU

NATIONS UNIES. — Cuba a soutenu aux Nations Unies la « solution à deux États » pour régler le conflit israélo-palestinien, ce qui implique la réalisation du droit du peuple arabe à son autodétermination.

Lors d'un débat de la 4e Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui traite de questions de décolonisation et de politique spéciale, le représentant cubain Humberto Rivero a réaffirmé le soutien de l'île à la lutte palestinienne pour accéder à un État libre, indépendant et souverain.

Rivero a également défendu l'idée que cet État ait Jérusalem-Est comme capitale, les frontières d'avant l'occupation israélienne de 1967, ainsi que le retour des réfugiés.

« Nous réaffirmons notre ferme soutien et notre solidarité à la juste cause du peuple de Palestine, ainsi que la nécessité de redoubler d'efforts pour résoudre la difficile situation de ses réfugiés, conformément aux règlements et aux principes du Droit international et aux résolutions pertinentes de l'Onu », a-t-il souligné.

Le diplomate cubain a salué le travail de l'Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient, en dépit de son manque de ressources financières.

Selon Humberto Rivero, le rapport examiné à la 4e Commission à ce sujet reflète fidèlement les services

prêtés par cet organisme aux Palestiniens dans des secteurs clefs tels que la santé et l'éducation.

« Comme il est indiqué dans le rapport, en dépit du déficit opérationnel auquel il a dû faire face de nouveau pour satisfaire aux exigences de son mandat, l'Office a pu prêter des services de développement humain et d'aide humanitaire avec rapidité et efficacité » a-t-il insisté.

Le représentant cubain a plaidé pour un soutien accru à l'organisme chargé d'aider les réfugiés palestiniens et il a critiqué ceux qui, pour des raisons politiques, menacent de réduire davantage leur contribution financière pour son fonctionnement. (PL).

## ABONNEMENTS



**Granma**  
INTERNATIONAL

Contacter l'agence Soyucubano  
à travers les courriels :

**ventas@soyucubano.com ou**  
**ventas@soyucubano.artex.cu.**

Le paiement peut être effectué en ligne par carte bancaire Visa, Master Card ou American Express, en espagnol, anglais, français, portugais et allemand.

Il est aussi possible de s'abonner à travers le site Internet de Pathfinder Press :

**www.pathfinderpress.com.**

L'abonnement est de 50 dollars ou son équivalent en euros (52 semaines).

Les éditions en allemand et en italien sont mensuelles et l'abonnement annuel est de 18 dollars ou son équivalent en euros.